



## Chiffres clés 2004

### BREVETS

*INPI  
Observatoire de la Propriété Intellectuelle  
Mai 2005  
[observatoire@inpi.fr](mailto:observatoire@inpi.fr)*

# Partie 1

## Les trois voies de dépôt

L'obtention d'un brevet nécessite l'accomplissement de formalités de dépôt. Un brevet peut être obtenu par une procédure nationale qui aboutit à un brevet national. Il peut aussi être obtenu par une procédure "régionale" ou internationale qui aboutit à un ensemble de brevets nationaux. Des arrangements entre Etats visent en effet à remplacer plusieurs formalités de dépôt par une seule. Chacun des pays désignés traite ensuite la demande selon sa législation nationale.

La Convention de Paris donne aux inventeurs un délai de priorité d'un an, à partir du premier dépôt, pour procéder à tous ces autres dépôts. Le droit de priorité fait remonter la date de la deuxième demande (appelée "demande sous priorité") à la date de la première demande.

## 1. LES DEMANDES DE BREVET PAR LA VOIE NATIONALE

Le brevet français confère une protection de 20 ans sur le territoire national, à partir de la date de dépôt. La procédure de délivrance est effectuée par l'INPI.

Une fois la demande déposée, le déposant dispose d'une priorité de 12 mois pour étendre la protection en Europe ou à l'international, tout en gardant le bénéfice du premier déposant (cf. annexe 1).

C'est la date du dépôt qui enclenche la protection. Une fois la demande de dépôt effectuée, le déposant peut divulguer son invention sans craindre qu'un concurrent ne puisse l'exploiter librement.

Les demandes de dépôt sont publiées 18 mois plus tard dans le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI).

Le tableau 1a est établi sur la base d'un comptage fractionnaire : pour la répartition déposants français/déposants étrangers, on attribue une part fractionnaire du dépôt à chacune des nationalités. La nationalité est ici celle du déposant, selon l'adresse indiquée sur la demande de brevet.

En France comme dans la plupart des pays, la voie nationale est majoritairement utilisée par les déposants nationaux. Ceux-ci représentent 80% des dépôts effectués à l'INPI. Les entreprises françaises utilisent souvent la procédure nationale comme première étape, afin d'obtenir, avant l'expiration du délai de priorité, le rapport de recherche établi par l'Office européen des brevets (OEB) qui leur permet d'apprécier la pertinence d'une extension de leur brevet à l'étranger.

Tout brevet déposé ne débouche pas nécessairement sur une délivrance. Le tableau 1b présente l'évolution des délivrances de brevets français. En moyenne, les délivrances interviennent entre 24 et 30 mois après le dépôt.

Pour des ventilations détaillées, cf. partie 2.

**Tableau 1a - Dépôts par la voie nationale - source INPI (OPI) 2005**

Année de dépôt	2000	2001	2002	2003	2004	Evol. 03/04
<b>Dépôts par la voie nationale</b>	<b>17 351</b>	<b>17 114</b>	<b>16 908</b>	<b>16 858</b>	<b>17 291</b>	<b>2,6%</b>
dont déposants français	13 790	13 504	13 559	13 517	14 230	5,3%
dont déposants étrangers	3 561	3 610	3 349	3 341	3 061	-8,4%

**Tableau 1b - Délivrances par la voie nationale - source INPI (OPI) 2005**

Année de délivrance	2000	2001	2002	2003	2004	Evol. 03/04
<b>Délivrances</b>	<b>11 274</b>	<b>11 347</b>	<b>9 998</b>	<b>11 587</b>	<b>11 836</b>	<b>2,1%</b>
origine française	8 887	9 081	8 189	9 472	9 371	-1,1%

## 2. LES BREVETS PAR LA VOIE EUROPEENNE

La voie européenne est régie par la Convention sur le Brevet Européen du 5 octobre 1973 et gérée par l'Office européen des brevets (OEB). Le dépôt européen permet d'obtenir un brevet européen pour tous les pays désignés parmi les 30 possibles (au 31.12.2004), à partir d'un seul dépôt (rédigé en français, en anglais ou en allemand) et par une seule procédure. Ce brevet européen sera ensuite éclaté en autant de brevets nationaux que de pays désignés (cf. annexe 1).

Les demandes européennes sont de deux types : demandes euro-PCT et demandes euro-directes.

- une **demande euro-PCT** est une demande de brevet internationale selon la procédure gérée par l'OMPI et contenant une désignation européenne en vue d'une protection d'un pays comme la France par exemple.
- une **demande euro-directe** est une demande qui entre directement à l'OEB sans passer par la voie PCT : ce peut être une demande déposée directement à l'OEB ou une demande sous priorité. Une proportion importante des demandes euro-PCT sont abandonnées à un stade précoce de la procédure internationale.

**On appelle demandes européennes entrées en phase régionale l'ensemble des demandes euro-PCT et euro-directes qui sont entrées réellement dans le processus de délivrance d'un brevet européen. La France est désignée dans la quasi-totalité de ces demandes. Le tableau 2a illustre la dynamique de la voie européenne.**

Pour d'autres ventilations des demandes européennes, cf. Rapports annuels de l'OEB.

**Tableau 2a** - Evolution des demandes européennes entrées en phase régionale - source OEB 2005

	2000	2001	2002	2003	2004	Evol. 03/04
Total	100 706	110 119	106 325	116 791	123 706	5,9%
dont euro-directs	54 614	56 852	53 743	55 260	58 479	5,8%
dont euro-PCT	46 092	53 267	52 582	61 531	65 227	6,0%
% désignant la France	97,3%	99,3%	98,8%	99,4%	98,5%	

**Tableau 2b** - Evolution par principales origines des demandes européennes entrées en phase régionale - source OEB

Origine des demandes	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	20 104	21 308	21 039	22 701	23 044
<b>France</b>	<b>6 791</b>	<b>6 804</b>	<b>6 853</b>	<b>7 431</b>	<b>8 079</b>
%	<b>6,7%</b>	<b>6,2%</b>	<b>6,5%</b>	<b>6,4%</b>	<b>6,5%</b>
Pays-Bas	4 435	5 371	5 054	6 459	6 974
Royaume-Uni	4 359	4 853	4 709	4 843	4 791
Italie	3 199	3 329	3 336	3 676	3 998
Suède	2 305	2 548	2 565	2 562	2 429
Finlande	1 223	1 571	1 608	1 480	1 608
Suisse	3 561	3 808	3 882	4 180	4 663
Etats-Unis	28 499	30 450	30 118	31 863	32 625
Japon	17 124	19 845	15 912	18 534	20 584
...					
Total	100 706	110 119	106 325	116 791	123 706

Dans le cadre de la procédure européenne, il est possible de désigner un grand nombre de pays (ou même tous les pays membres de l'OEB) au départ et de valider ultérieurement ces choix, en ne retenant finalement que les pays pour lesquels on désire réellement une protection. Cette validation intervient au moment où le brevet européen est obtenu, c'est-à-dire dans la pratique 3 à 6 ans plus tard.

En pratique, une fois délivré, et pour être valide sur le territoire français, un brevet européen désignant la France doit faire l'objet d'une remise de traduction à l'INPI, si la demande n' a pas été rédigée en français.

**Tableau 2c** - Evolution des délivrances de brevets européens - source OEB

<b>Année de délivrance</b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>Evol 03/04</b>
<b>Délivrances</b>	<b>27 523</b>	<b>34 704</b>	<b>47 384</b>	<b>59 992</b>	<b>58 730</b>	-2,1%
dont par des Français	2 110	2 805	3 793	4 905	4 366	-11,0%

### 3. LES DEMANDES DE BREVET PAR LA VOIE INTERNATIONALE

La procédure internationale (PCT), gérée par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), est une procédure de dépôt d'une demande de brevet par une seule démarche auprès de pays choisis parmi plus d'une centaine (124 au 31 décembre 2004) susceptibles d'être désignés, sans devoir initialement remettre de traduction de la demande ni payer de taxes nationales (cf. annexe 1).

La phase d'instruction internationale commune est suivie par une procédure auprès de chacun des pays désignés. Lorsqu'un pays de l'OEB est désigné (par exemple la France), le dépôt entre dans le système européen des brevets.

Pour beaucoup de déposants, la procédure PCT est devenue le moyen privilégié de déposer à l'étranger car il permet de retarder les procédures nationales. En effet l'intérêt de la voie PCT, réside dans la possibilité d'attendre jusqu'à 30 mois avant de rentrer dans les phases nationales où il faut confirmer les désignations par le paiement des taxes propres à chaque pays. **Elle permet donc au déposant de confirmer ou non les désignations initiales sur la base d'une meilleure appréciation de la concurrence, des marchés et de la valeur économique de la demande de brevet.**

La France est désignée dans la quasi totalité des demandes. Depuis le 1er janvier 2004, ces désignations sont même devenues automatiques. Dans la pratique, nombre de ces désignations ne seront pas confirmées : elles correspondent donc à des demandes que l'on pourrait qualifier de «virtuelles ». Lorsqu'elle est confirmée, la demande désignant la France va entrer en phase régionale dans le système OEB (cf. les demandes euro-PCT dans le paragraphe 2) : elle débouchera sur la délivrance d'une brevet européen.

Les dépôts à l'OMPI ont connu une croissance très forte depuis la mise en place du système PCT en 1978. Il faut y voir d'abord l'effet du phénomène de mondialisation, qui fait que les déposants recherchent la protection du brevet dans un nombre croissant de pays. La croissance des dépôts a également été stimulée par un flux constant d'adhésions de nouveaux Etats membres et par les décisions successives de réduction des taxes de désignation. Il est à noter que les dépôts d'origine japonaise et coréenne connaissent les plus fortes croissances.

**Tableau 3 – Evolution par principales origines des dépôts de brevet par la voie internationale - source OMPI 2005**

Origine des dépôts	2000	2001	2002	2003	2004	Evol. 03/04
Etats-Unis	38 007	43 053	41 293	41 054	43 126	5,0%
Japon	9 567	11 904	14 063	17 386	20 176	16,0%
Allemagne	12 582	14 031	14 326	14 678	15 233	3,8%
<b>France</b>	<b>4 138</b>	<b>4 707</b>	<b>5 089</b>	<b>5 164</b>	<b>5 173</b>	<b>0,2%</b>
<b>%</b>	<b>4,4%</b>	<b>4,3%</b>	<b>4,6%</b>	<b>4,5%</b>	<b>4,2%</b>	
Royaume-Uni	4 795	5 482	5 375	5 204	5 037	-3,2%
Pays-Bas	2 928	3 410	3 977	4 478	4 202	-6,2%
République de Corée	1 580	2 324	2 520	2 950	3 555	20,5%
Suisse	1 989	2 349	2 756	2 866	2 846	-0,7%
Suède	3 091	3 421	2 990	2 613	2 833	8,4%
...						
<b>Total</b>	<b>93 240</b>	<b>108 229</b>	<b>110 388</b>	<b>115 176</b>	<b>121 746</b>	<b>5,7%</b>

#### 4. LES INVENTIONS D'ORIGINE FRANCAISE

Le tableau 4 propose un indicateur qui cherche à recenser les inventions d'origine française, c'est-à-dire les inventions issues d'une recherche effectuée sur le territoire français quelle que soit la nationalité du déposant. Ces inventions d'origine française correspondent, pour une année donnée, aux premiers dépôts de brevet, quelle que soit la voie de dépôt de cette demande initiale. Elles sont repérées par l'adresse de résidence de l'inventeur. Le calcul est effectué à partir des seules demandes de brevets publiées. Les données résultent d'un comptage fractionnaire c'est-à-dire qu'en cas de co-dépôts, on attribue une part fractionnaire du dépôt à chacune des nationalités.

Dans 90% des cas, une invention réalisée sur le sol français va donner lieu à une demande nationale. Parmi ces demandes, près de la moitié vont, dans les 12 mois qui suivent le dépôt français, être étendues par les voies européenne ou internationale. Mais 10% de ces inventions d'origine française sont déposées directement par une autre voie que la voie française, notamment les voies européenne et américaine.

Le tableau 4 illustre les évolutions 1998-2002 dans l'utilisation des différentes voies de dépôts pour les inventions d'origine française. Il permet de montrer l'internationalisation croissante du système de brevets. Même si la part des dépôts par voie nationale reste majoritaire avec plus de 90% des premiers dépôts en 2001, elle diminue régulièrement et on ne peut plus se contenter de regarder seulement la voie nationale quand il s'agit d'analyser les performances de la France en matière de brevets.

**Tableau 4 - Les inventions d'origine française - sources INPI(OPI) 2005**

<b>Voie de dépôt de la demande initiale</b>	<b>1998</b>	<b>1999</b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>Evol. 01/02</b>
INPI	11 705	11 917	12 196	12 153	12 110	-0,4%
OEB	425	481	541	557	625	12,2%
Voie américaine (USPTO)	202	269	294	342	339	-0,9%
Voie allemande (DPMA)	121	192	177	165	181	24,8%
Voie PCT	129	134	156	145	169	2,4%
Voie britannique (UK PO)	114	109	108	114	126	10,8%
Autres voies nationales	108	109	97	88	102	16,3%
<b>Total des inventions d'origine française</b>	<b>12 804</b>	<b>13 210</b>	<b>13 569</b>	<b>13 562</b>	<b>13 652</b>	<b>0,7%</b>
<i>dont dépôts à l'INPI (%)</i>	<i>91,4%</i>	<i>90,2%</i>	<i>89,9%</i>	<i>89,6%</i>	<i>88,7%</i>	

## Partie 2

### Les dépôts par la voie nationale

- Les tableaux présentés dans cette deuxième partie présentent, pour la **voie nationale** :
- les ventilations des demandes de brevet par origine, par nature et par classe de dépôt,
  - la liste des principaux déposants,
  - les délivrances,
  - les brevets en vigueur.

## 5. L'EVOLUTION DES DEPOTS PAR LA VOIE NATIONALE

Les données de dépôts présentées dans le tableau 5 résultent d'un comptage fractionnaire.

Pour la répartition "personnes physiques/personnes morales", les règles de comptage appliquées sont les suivantes:

- en cas de co-dépôt de plusieurs personnes physiques, une part fractionnaire du dépôt est attribuée à chacun des déposants.
- en cas de co-dépôt de plusieurs personnes morales, une part fractionnaire du dépôt est attribuée à chacun des déposants.
- en cas de co-dépôt entre au moins une personne physique et au moins une personne morale, le dépôt est compté comme un dépôt de personne morale. En cas de présence de plusieurs personnes morales, la règle énoncée ci-dessus s'applique.

Pour la répartition déposants français/dépôts étrangers, on attribue une part fractionnaire du dépôt à chacune des nationalités. La nationalité est celle du déposant en fonction de l'adresse indiquée dans la demande de brevet.

Entre 2004, le nombre de dépôts a crû de 2,6%. Cette augmentation est portée par la forte croissance des dépôts effectués par les personnes morales et notamment par les personnes morales françaises (+ 7,4%). Au contraire, le nombre de dépôts effectués par des personnes physiques et des déposants étrangers est en baisse.

**Tableau 5 - Dépôts par la voie nationale : répartition personnes physiques/personnes morales - source INPI (OPI) 2005**

	2000	2001	2002	2003	2004	Evol. 03/04
<b>Dépôts par la voie nationale</b>	<b>17 351</b>	<b>17 114</b>	<b>16 908</b>	<b>16 858</b>	<b>17 291</b>	<b>2,6%</b>
<b>dont déposants français</b>	<b>13 790</b>	<b>13 504</b>	<b>13 559</b>	<b>13 517</b>	<b>14 230</b>	<b>5,3%</b>
Personnes morales françaises	10 371	10 034	9 941	10 242	11 001	7,4%
Personnes physiques françaises	3 419	3 470	3 618	3 275	3 229	-1,4%
<b>dont déposants étrangers</b>	<b>3 561</b>	<b>3 610</b>	<b>3 349</b>	<b>3 341</b>	<b>3 061</b>	<b>-8,4%</b>
Personnes morales étrangères	3 177	3 252	3 014	3 029	2 794	-7,8%
Personnes physiques étrangères	384	358	335	312	267	-14,4%
<b>Total personnes morales</b>	<b>13 548</b>	<b>13 286</b>	<b>12 955</b>	<b>13 271</b>	<b>13 795</b>	<b>3,9%</b>
<b>Total personnes physiques</b>	<b>3 803</b>	<b>3 828</b>	<b>3 953</b>	<b>3 587</b>	<b>3 496</b>	<b>-2,5%</b>

## 6. ORIGINE DES DEMANDES DEPOSEES PAR LA VOIE NATIONALE

### Rappel:

En France, comme dans la plupart des pays, la voie nationale est majoritairement utilisée par les déposants nationaux. Ceux-ci représentent 80% des dépôts effectués à l'INPI. Les entreprises françaises utilisent souvent la procédure nationale comme première étape, afin d'obtenir avant l'expiration du délai de priorité (12 mois) le rapport de recherche établi par l'OEB qui leur permet d'apprécier la pertinence d'une extension de leur brevet à l'étranger. Le tableau présente des résultats en comptage fractionnaire.

**Tableau 6a** - Evolution de la répartition Français/étrangers des dépôts par la voie nationale - source INPI (OPI) 2005

	2000	2001	2002	2003	2004	Evol. 03/04
<b>Dépôts par la voie nationale</b>	<b>17 351</b>	<b>17 114</b>	<b>16 908</b>	<b>16 858</b>	<b>17 291</b>	<b>2,6%</b>
<b>dont déposants français</b>	<b>13 790</b>	<b>13 504</b>	<b>13 559</b>	<b>13 517</b>	<b>14 230</b>	<b>5,3%</b>
%	79,5%	78,9%	80,2%	80,2%	82,3%	
<b>dont déposants étrangers</b>	<b>3 561</b>	<b>3 610</b>	<b>3 349</b>	<b>3 341</b>	<b>3 061</b>	<b>-0,2%</b>
%	20,5%	21,1%	19,8%	19,8%	17,7%	

Le tableau 6b dénombre, pour l'année 2004, les dépôts par voie nationale en fonction par origine des déposants. Les résultats présentés sont issus d'un comptage fractionnaire. Les déposants étrangers sont principalement allemand, japonais et américains.

**Tableau 6b** - Principales origines des demandes de brevets par la voie nationale, déposées en 2004 -source INPI (OPI) 2005

Pays d'origine	Personnes morales	Personnes physiques	Total
France	11 001	3 229	14 230
Allemagne	862	14	876
Japon	599	2	601
Etats-Unis	427	13	440
Taïwan	107	135	242
Suisse	147	20	167
République de Corée	154	1	155
Belgique	104	8	112
Italie	68	7	75
Espagne	35	15	50
Royaume-Uni	32	5	37
Suède	35	0	35
Canada	30	3	33
Lichtenstein	31	0	31
Chine	16	11	27
Pays-Bas	25	1	26
Monaco	17	2	19
Luxembourg	16	1	17
Autriche	16	1	17

## 7. LES CERTIFICATS D'UTILITE

Toute invention brevetable peut faire l'objet d'une demande de **certificat d'utilité**. Un certificat d'utilité offre une protection de 6 ans à compter du dépôt de la demande et se caractérise par le fait qu'il est délivré sans rapport de recherche.

Ce type de protection s'obtient soit par demande directe, soit par **transformation** d'une demande de brevet. Sur 17 291 dépôts en 2004, 338 sont des demandes de certificats d'utilité dont 251 sont d'origine étrangère.

**Tableau 7a - Nature des dépôts 2004 - source INPI (OPI) 2005**

Dépôts	17 291
dont CU	338

**Tableau 7b - Principales origines des dépôts de CU en 2004 (comptage fractionnaire) - source INPI (OPI) 2005**

Taiïwan	146
France	87
Italie	19
Allemagne	14
Chine	14
Espagne	12
Etats-Unis	11

## 8. LES CERTIFICATS COMPLEMENTAIRES DE PROTECTION

La durée de protection de vingt ans pour les brevets est apparue trop courte dans le domaine de l'industrie pharmaceutique, en raison de l'important délai nécessaire à l'obtention des AMM (Autorisations de Mise sur le Marché), pour les médicaments protégés par un brevet. Il a donc été créé le **Certificat Complémentaire de Protection** (CCP) qui prend effet au terme du brevet de base et dont la durée est de cinq ans au plus. Les CCP déposés avant le 1er Janvier 1993 sont sous le régime de la loi française n° 90-510 du 25 Juin 1990; depuis 1993, c'est le règlement communautaire du 18 Juin 1992 qui s'applique.

Il est également possible, depuis le 1er janvier 1997, de procéder au dépôt de certificats complémentaires de protection pour des produits phytosanitaires.

**Tableau 8a - Dépôts de CCP - Source INPI (DB) 2005**

Année	CCP "médicaments"	CCP "phytosanitaires"
1994	26	-
1995	49	-
1996	50	-
1997	41	94
1998	36	10
1999	42	4
2000	33	8
2001	50	6
2002	38	16
2003	32	12
2004	30	2

**Tableau 8b - Origine des dépôts de CCP en 2004 - Source INPI (DB) 2005**

Pays	Nombre de dépôts
Etats-Unis	15
Japon	2
Allemagne	2
Suisse	2
Royaume-Uni	1
Bermudes	1
Israël	2
France	2
Finlande	1
Suède	3
Danemark	2
Canada	2

## 9. LE NOMBRE DE DEPOTS PAR DEPOSANTS

Au total, on dénombre 7 545 déposants en 2004. Seuls 16 déposants ont effectué plus de 100 dépôts. A l'inverse, trois quarts des déposants ont effectué un seul dépôt.

En cas de co-dépôt, le dépôt est compté pour chacun des co-dépôts, ce qui explique que le total des dépôts dans le tableau soit supérieur au nombre de dépôts (17 291).

**Tableau 9** - Nombre de dépôts par déposant pour les dépôts par la voie nationale  
2004 - source INPI (OPI) 2005

Nombre de dépôts par déposant	Déposants	%	Dépôts	%
1	5 694	75,5%	5 694	30,1%
2	963	12,8%	1 926	10,2%
3	307	4,1%	921	4,9%
4 et 5	264	3,5%	1 146	6,1%
6 à 10	163	2,2%	1 211	6,4%
11 à 50	123	1,6%	2 816	14,9%
51 à 100	15	0,2%	976	5,2%
plus de 100	16	0,2%	4 233	22,4%
Total	7 545		18 923	

## 10. LES PRINCIPAUX DEPOSANTS DE BREVETS PAR LA VOIE NATIONALE

Le tableau 10 a présente une liste des trente entreprises comptant le plus de brevets publiés en 2004  
Le tableau 10 b présente la liste des entreprises comptant le plus de brevets délivrés en 2004.

En cas de co-dépôts, on compte un dépôt par déposant. Ceci permet de faire apparaître l'importance des dépôts d'organismes tels que les organismes de recherche qui sont souvent co-dépôts de brevets. Par ailleurs, certains groupes ont été consolidés, en fonction des informations sur leurs filiales transmises par les entreprises.

**Tableau 10 a** - Classement des principaux déposants de demandes de brevets publiés par la voie nationale en 2004 - source INPI (OPI) 2005

Rang 2004	Nom du déposant	Brevets publiés
1	L'OREAL*	516
2	RENAULT*	483
3	VALEO*	339
4	ROBERT BOSCH GMBH	323
5	FRANCE TELECOM*	318
6	PEUGEOT CITROEN AUTOMOBILE SA	282
7	CNRS	255
8	CEA*	237
9	STMICROELECTRONICS*	182
10	ALCATEL	161
11	THALES*	148
12	RHODIA*	144
13	SIEMENS*	133
14	AIR LIQUIDE*	116
15	INSTITUT FRANCAIS PETROLE	115
16	DENSO CORPORATION	111
17	FAURECIA*	108
18	THOMSON	102
19	SNECMA MOTEURS	76
19	SAINT-GOBAIN*	76
21	SEB*	72
22	SANOFI-AVENTIS	68
23	CANON KABUSHIKI KAISHA	64
24	ATOFINA	63
25	ALSTOM	55
26	SAGEM SA	54
27	VOLKSWAGEN AKTIENGESELLSCHAFT	53
28	TOYOTA JIDOSHA KABUSHIKI KAISHA	50
29	VALOIS	49
30	AIRBUS*	48

\* Groupe consolidé

**Tableau 10 b** - Classement des principaux déposants de demandes de brevets **délivrés** par la voie nationale en 2004 - source INPI (OPI) 2005

Rang 2004	Nom du déposant	Brevets délivrés
1	RENAULT*	317
2	L'OREAL*	298
3	VALEO*	248
4	PEUGEOT CITROEN AUTOMOBILE SA	239
5	FRANCE TELECOM*	206
6	CNRS	179
7	CEA*	170
8	ALCATEL	165
9	ROBERT BOSCH GMBH	144
10	INSTITUT FRANCAIS PETROLE	131
11	THALES*	130
12	RHODIA*	119
13	STMICROELECTRONICS*	110
14	AIR LIQUIDE*	108
15	SAGEM SA	91
16	FAURECIA*	80
17	SANOFI-AVENTIS*	77
18	SNECMA MOTEURS	71
19	GEMPLUS	69
19	SIEMENS*	69
21	ATOFINA	60
22	SALOMON SA	59
22	MITSUBISHI DENKI KABUSHIKI KAISHA	59
24	SCHNEIDER ELECTRIC INDUSTRIES SAS	57
24	AIRBUS*	57
26	SAINT-GOBAIN*	56
27	ALSTOM	53
28	INSERM*	52
29	DENSO CORPORATION	49
30	CANON KABUSHIKI KAISHA	47

\* Groupe consolidé

## 11. REPARTITION PAR DEPARTEMENT DES DEMANDES DE BREVET DEPOSEES PAR LA VOIE NATIONALE SELON L'ORIGINE DE LA RESIDENCE DES INVENTEURS

La notion de département d'origine repose sur le département de résidence de l'inventeur. S'il y a plusieurs inventeurs, les comptages sont fractionnaires. Cette méthode permet d'attribuer les dépôts selon l'origine de chacun des inventeurs sans se limiter à la seule origine de l'inventeur premier nommé dans la demande.

On notera qu'en raison des arrondis qu'implique le comptage fractionnaire, la somme des dépôts par département peut être différente du total résultant du comptage des dépôts pour toute la France.

**Comme la désignation des inventeurs peut être effectuée jusqu'à 16 mois après le dépôt, seuls les résultats 2003 sont disponibles et présentés dans ce document.**

**Tableau 11 - Répartition par département des demandes de brevet déposées en 2003 par la voie nationale selon l'origine de la résidence des inventeurs (1/3) - source INPI (OPI) 2005**

	2001	2002	2003	Evol. 02/03 (%)
<b>Alsace</b>	<b>294</b>	<b>271</b>	<b>250</b>	<b>-7,7</b>
67 Bas-Rhin	175	154	140	-9,1
68 Haut-Rhin	119	117	110	-6,0
<b>Aquitaine</b>	<b>336</b>	<b>357</b>	<b>350</b>	<b>-2,0</b>
24 Dordogne	28	27	24	-11,1
33 Gironde	183	214	216	0,9
40 Landes	18	29	21	-27,6
47 Lot-et-Garonne	27	20	28	40,0
64 Pyrénées-Atlantiques	80	67	61	-9,0
<b>Auvergne</b>	<b>171</b>	<b>167</b>	<b>175</b>	<b>4,8</b>
03 Allier	36	39	41	5,1
15 Cantal	10	15	11	-26,7
43 Haute-Loire	21	28	33	17,9
63 Puy-de-Dôme	104	85	90	5,9
<b>Bourgogne</b>	<b>236</b>	<b>255</b>	<b>257</b>	<b>0,8</b>
21 Côte-d'Or	89	81	81	0,0
58 Nièvre	34	25	26	4,0
71 Saône-et-Loire	90	105	110	4,8
89 Yonne	23	44	40	-9,1
<b>Bretagne</b>	<b>590</b>	<b>606</b>	<b>676</b>	<b>11,6</b>
22 Côte-d'Armor	106	135	156	15,6
29 Finistère	83	89	97	9,0
35 Ille-et-Vilaine	322	297	346	16,5
56 Morbihan	79	85	77	-9,4
<b>Centre</b>	<b>430</b>	<b>462</b>	<b>503</b>	<b>8,9</b>
18 Cher	43	56	59	5,4
28 Eure-et-Loir	82	65	78	20,0
36 Indre	18	22	24	9,1
37 Indre-et-Loire	109	114	138	21,1
41 Loir-et-Cher	36	42	42	0,0
45 Loiret	142	163	162	-0,6

**Tableau 11 - Répartition par département des demandes de brevet déposées en 2003 par la voie nationale selon l'origine de la résidence des inventeurs (2/3) - source INPI (OPI) 2005**

	2001	2002	2003	Evol. 02/03 (%)
<b>Champagne-Ardenne</b>	<b>165</b>	<b>168</b>	<b>179</b>	<b>6,5</b>
08 Ardennes	28	26	29	11,5
10 Aube	33	24	28	16,7
51 Marne	90	102	95	-6,9
52 Haute-Marne	14	16	27	68,8
<b>Corse</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>23</b>	<b>91,7</b>
20 Corse	12	12	23	91,7
<b>Franche-Comté</b>	<b>217</b>	<b>259</b>	<b>252</b>	<b>-2,7</b>
25 Doubs	111	140	146	4,3
39 Jura	49	57	45	-21,1
70 Haute-Saône	26	35	28	-20,0
90 Territoire-de-Belfort	31	27	33	22,2
<b>Ile de France</b>	<b>5 234</b>	<b>5 005</b>	<b>4 939</b>	<b>-1,3</b>
75 Paris	1 369	1 223	1 193	-2,5
77 Seine-et-Marne	277	301	312	3,7
78 Yvelines	850	862	849	-1,5
91 Essonne	554	538	564	4,8
92 Hauts-de-Seine	912	933	947	1,5
93 Seine-Saint-Denis	246	236	177	-25,0
94 Val-de-Marne	669	574	553	-3,7
95 Val-d'Oise	357	338	344	1,8
<b>Languedoc-Roussillon</b>	<b>341</b>	<b>338</b>	<b>308</b>	<b>-8,9</b>
11 Aude	41	33	22	-33,3
30 Gard	85	72	67	-6,9
34 Hérault	163	181	186	2,8
48 Lozère	5	3	3	0,0
66 Pyrénées-Orientales	47	49	30	-38,8
<b>Limousin</b>	<b>91</b>	<b>93</b>	<b>113</b>	<b>21,5</b>
19 Corrèze	16	37	32	-13,5
23 Creuse	12	3	8	166,7
87 Haute-Vienne	63	53	73	37,7
<b>Lorraine</b>	<b>259</b>	<b>293</b>	<b>205</b>	<b>-30,0</b>
54 Meurthe-et-Moselle	73	89	70	-21,3
55 Meuse	18	16	13	-18,8
57 Moselle	125	141	86	-39,0
88 Vosges	43	47	36	-23,4
<b>Midi-Pyrénées</b>	<b>491</b>	<b>492</b>	<b>506</b>	<b>2,8</b>
09 Ariège	6	8	11	37,5
12 Aveyron	25	25	22	-12,0
31 Haute-Garonne	323	321	321	0,0
32 Gers	10	15	15	0,0
46 Lot	21	13	20	53,8
65 Hautes-Pyrénées	35	24	34	41,7
81 Tarn	56	62	60	-3,2
82 Tarn-et-Garonne	15	24	23	-4,2
<b>Nord Pas-de-Calais</b>	<b>320</b>	<b>343</b>	<b>300</b>	<b>-12,5</b>
59 Nord	218	243	204	-16,0
62 Pas-de-Calais	102	100	96	-4,0

**Tableau 11 - Répartition par département des demandes de brevet déposées en 2003 par la voie nationale selon l'origine de la résidence des inventeurs (3/3) - source INPI (OPI) 2005**

	2001	2002	2003	Evol. 02/03 (%)
<b>Basse-Normandie</b>	<b>187</b>	<b>206</b>	<b>264</b>	<b>28,2</b>
14 Calvados	115	124	149	20,2
50 Manche	32	45	60	33,3
61 Orne	40	37	55	48,6
<b>Haute-Normandie</b>	<b>315</b>	<b>312</b>	<b>277</b>	<b>-11,2</b>
27 Eure	181	159	145	-8,8
76 Seine-Maritime	134	153	132	-13,7
<b>Pays de la Loire</b>	<b>457</b>	<b>482</b>	<b>474</b>	<b>-1,7</b>
44 Loire-Atlantique	184	177	151	-14,7
49 Maine-et-Loire	80	119	122	2,5
53 Mayenne	29	32	38	18,8
72 Sarthe	88	89	88	-1,1
85 Vendée	76	65	75	15,4
<b>Picardie</b>	<b>252</b>	<b>260</b>	<b>201</b>	<b>-22,7</b>
02 Aisne	39	44	25	-43,2
60 Oise	132	154	109	-29,2
80 Somme	81	62	67	8,1
<b>Poitou-Charentes</b>	<b>174</b>	<b>173</b>	<b>218</b>	<b>26,0</b>
16 Charente	37	24	41	70,8
17 Charente-Maritime	45	47	47	0,0
79 Deux-Sèvres	40	65	53	-18,5
86 Vienne	52	37	77	108,1
<b>Provence-Alpes-Côte d'Azur</b>	<b>887</b>	<b>932</b>	<b>890</b>	<b>-4,5</b>
04 Alpes-de-Hte-Provence	20	27	12	-55,6
05 Hautes-Alpes	11	13	6	-53,8
06 Alpes-Maritimes	292	272	262	-3,7
13 Bouches-du-Rhône	373	382	403	5,5
83 Var	124	160	128	-20,0
84 Vaucluse	67	78	79	1,3
<b>Rhône-Alpes</b>	<b>2 128</b>	<b>2 137</b>	<b>2 079</b>	<b>-2,7</b>
01 Ain	136	138	146	5,8
07 Ardèche	46	42	36	-14,3
26 Drôme	68	67	77	14,9
38 Isère	748	785	742	-5,5
42 Loire	112	130	129	-0,8
69 Rhône	646	614	624	1,6
73 Savoie	94	86	89	3,5
74 Haute-Savoie	278	275	236	-14,2
<b>Dép. d'Outre-Mer</b>	<b>73</b>	<b>47</b>	<b>57</b>	<b>21,3</b>
97 Outre-Mer	73	47	57	21,3

## 12. REPARTITION PAR CLASSE

Toute demande de brevet déposée est classée dans les mois qui suivent son dépôt par les examinateurs de l'INPI, qui affectent un classement à l'invention contenue dans le brevet. Ce classement est établi d'après la Classification internationale des brevets qui est révisée tous les cinq ans. L'édition actuellement en cours est la 7<sup>ème</sup> édition, en vigueur depuis le 1er Janvier 2000.

Environ 3% des demandes de brevet ne sont pas classées, par exemple parce qu'elles correspondent à des dépôts irrecevables ou que le dossier a été mis au secret par le ministère de la Défense.

Les données présentées dans cette section ne se rapportent qu'aux demandes de brevet déposées par la voie nationale. Les classements sont regroupés en 7 domaines technologiques principaux correspondant à 30 sous-domaines technologiques (ou secteurs). Les données 2001 et 2002 sont des données mises à jour :

- à partir de la table de correspondance révisée en 2003\*
- à partir des mises à jour annuelles des bases de données.

A la date d'édition de ce document, tous les éléments d'information pour la répartition par CIB des dépôts 2004 n'étaient pas encore disponibles. Le document sera mis à jour dès qu'ils le seront.

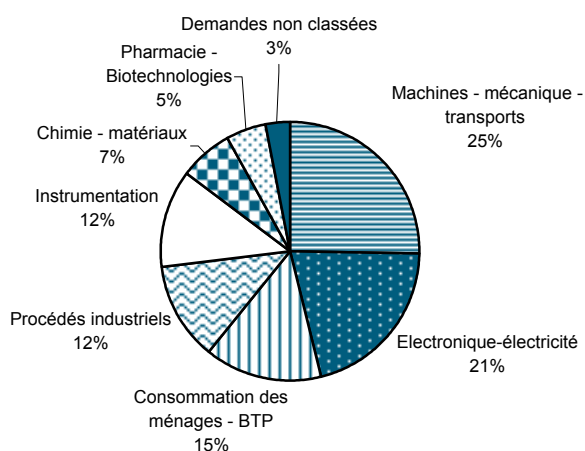
\*L'annexe 2 "table de correspondance entre domaines technologiques et CIB" précise les liens entre la Classification Internationale des Brevets et les domaines technologiques. Cette table de correspondance a été révisée en 2002.

Le nombre de brevets déposés dans toutes les sections de la CIB est détaillé dans l'annexe 3 "répartition par section de la CIB". Les comptages sont faits à partir de la CIB principale.

### Principaux secteurs en 2004

Transports	1 928
Consommation des ménages	1 473
Composants électriques	1 174
Analyse, mesure et contrôle	1 108

**Graphique 1- Répartition par domaine technologique des brevets déposés par la voie nationale en 2004 - source INPI(OPI), 2005**



**Tableau 12. Répartition par domaine technologique des brevets déposés par la voie nationale - INPI (OPI) 2005**

	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>
<b>Electronique-électricité</b>	<b>3 656</b>	<b>3 695</b>	<b>3 626</b>
101 Composants électriques	1 128	1 066	1 174
102 Audiovisuel	430	472	429
103 Télécommunications	1 079	1 081	1 020
104 Informatique	758	803	722
105 Semi-conducteurs	261	273	281
<b>Instrumentation</b>	<b>2 024</b>	<b>1 984</b>	<b>2 121</b>
206 Optique	320	299	299
207 Analyse, mesure et contrôle	997	987	1 108
208 Ingénierie médicale	621	625	647
209 Techniques nucléaires	86	73	67
<b>Chimie - matériaux</b>	<b>1 132</b>	<b>1 072</b>	<b>1 128</b>
310 Chimie organique	381	358	382
311 Chimie macromoléculaire	199	206	182
312 Chimie de base	143	122	143
313 Traitements surface	157	143	185
314 Matériaux - métallurgie	252	243	236
<b>Pharmacie - Biotechnologies</b>	<b>925</b>	<b>865</b>	<b>893</b>
415 Biotechnologies	182	147	134
416 Pharmacie - cosmétiques	625	609	642
417 Produits agricoles et alimentaires	118	109	117
<b>Procédés industriels</b>	<b>2 237</b>	<b>2 251</b>	<b>2 124</b>
518 Procédés techniques	410	375	324
519 Manutention - imprimerie	901	905	846
520 Appareils agricoles et alimentation	371	367	332
521 Travail matériaux	407	372	381
522 Environnement - pollution	148	232	241
<b>Machines - mécanique - transports</b>	<b>3 946</b>	<b>4 125</b>	<b>4 352</b>
623 Machines-outils	305	316	350
624 Moteurs - pompes - turbines	615	709	768
625 Procédés thermiques	278	235	277
626 Composants mécaniques	940	910	904
627 Transports	1 670	1 823	1 928
628 Spatial - armement	138	132	125
<b>Consommation des ménages - BTP</b>	<b>2 692</b>	<b>2 568</b>	<b>2 528</b>
729 Consommation des ménages	1 647	1 599	1 473
730 BTP	1 045	969	1 055
Demandes non classées	296	298	519
<b>Total demandes</b>	<b>16 908</b>	<b>16 858</b>	<b>17 291</b>

### 13. DELIVRANCES DE BREVETS PAR LA VOIE NATIONALE

En France, la délivrance d'un brevet intervient en fin de procédure d'examen de la demande déposée. Rappelons que les principales étapes de cette procédure sont:

- l'attribution d'une date de dépôt, après examen de la recevabilité du dossier.
- l'examen administratif et technique qui permet de vérifier que toutes les conditions sont réunies pour permettre d'une part la publication, d'autre part l'établissement du rapport de recherche.
- le rapport de recherche préliminaire qui fournit la liste des brevets et tous autres documents publiés sur "l'état de la technique" à la date du dépôt.
- la publication de la demande au Bulletin Officiel, accompagnée du rapport de recherche préliminaire, qui intervient 18 mois après le dépôt quelque soit l'état du dossier.
- dans les trois mois qui suivent la publication, toute personne peut présenter des observations sur la brevetabilité de l'invention. Le déposant peut y répondre.
- l'INPI établit alors un rapport de recherche définitif qui sera joint au brevet délivré par décision du Directeur général de l'INPI.

La délivrance intervient donc le plus souvent entre 24 et 30 mois après le dépôt. Les délivrances, peu nombreuses, qui interviennent dans un délai plus court correspondent

- soit à des certificats d'utilité qui ne font pas l'objet d'une recherche
- soit à certaines demandes sous priorité de Belgique ou des Pays-Bas pour lesquelles le rapport de recherche, déjà réalisé par l'OEB, est fourni au moment du dépôt.

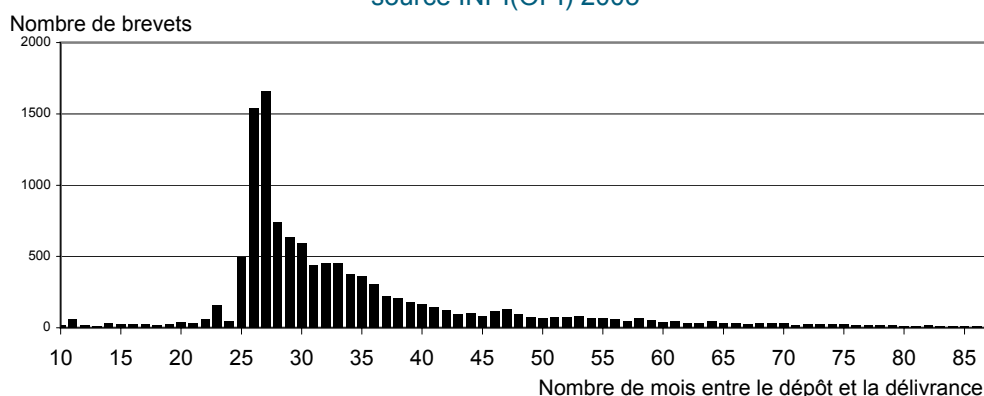
60% brevets délivrés en 2004 ont été déposés trente mois auparavant ou moins.

**Tableau 13 - Brevets délivrés par la voie nationale de 2000 à 2004 (comptage fractionnaire sur l'origine des déposants) - source INPI(OPI) 2005**

	2000	2001	2002	2003	2004
origine française	8 887	9 081	8 189	9 472	9 371
origine étrangère	2 347	2 208	1 771	2 101	2 453
dont :					
Etats-Unis	344	286	243	308	375
Allemagne	805	771	522	645	671
Japon	381	367	260	371	467
Royaume-Uni	63	54	33	33	52
Pays-Bas	40	25	42	42	23
Italie	88	85	107	85	101
Suisse	117	108	58	69	97
Autre pays	510	513	507	548	667
non attribuables*	40	58	38	14	12
<b>Total</b>	<b>11 274</b>	<b>11 347</b>	<b>9 998</b>	<b>11 587</b>	<b>11 836</b>

\* La base de données de l'Observatoire ne contient pas les années de dépôt antérieures à 1993. Il n'est donc pas possible d'indiquer l'origine pour les délivrances correspondant à des demandes déposées avant 1993.

**Graphique 2 - Délai de délivrance des brevets délivrés en 2004**  
source INPI(OPI) 2005



## 14. BREVETS EN VIGUEUR SUR LE TERRITOIRE FRANCAIS

Un déposant qui veut protéger son invention par un brevet valable sur le territoire a le choix entre les trois voies de dépôts (nationale, européenne et internationale) mais ces trois voies ne débouchent finalement que sur la délivrance de deux types de brevet:

- le brevet français délivré par l'INPI
- le brevet européen qui se scinde en autant de brevets nationaux que de pays de l'OEB désignés : ce brevet européen sera validé en France par la remise d'une traduction pour les textes en allemand ou en anglais.

Pour être maintenus en vigueur, les brevets font l'objet d'un paiement d'annuités : le défaut de paiement entraîne la déchéance du brevet. Le tableau 14 présente une estimation sur la base du comptage du nombre de brevets ayant fait l'objet d'un paiement d'annuité en 2004.

**Tableau 14 - Estimations des brevets en vigueur au 31/12/2004 - source INPI (OPI) 2005**

<b>Année de dépôt</b>	<b>Annuité</b>	<b>Voie nationale</b>	<b>Voie européenne</b>	<b>Total</b>
2004	1	17 291	0	17 291
2003	2	14 336	17	14 353
2002	3	13 048	937	13 985
2001	4	12 157	4 988	17 145
2000	5	11 530	13 434	24 964
1999	6	10 048	19 508	29 556
1998	7	8 741	24 036	32 777
1997	8	7 791	26 080	33 871
1996	9	6 674	25 650	32 324
1995	10	5 703	23 671	29 374
1994	11	5 116	21 221	26 337
1993	12	4 318	18 810	23 128
1992	13	3 677	16 550	20 227
1991	14	3 235	14 303	17 538
1990	15	2 839	13 073	15 912
1989	16	2 350	9 774	12 124
1988	17	2 085	7 671	9 756
1987	18	1 834	5 593	7 427
1986	19	1 480	4 380	5 860
1985	20	1 308	3 086	4 394
<b>Total</b>		<b>135 561</b>	<b>252 782</b>	<b>388 343</b>

ANNEXE 1- LES PROCEDURES DE DEPOTS - FIGURES

Figure 1 - Evénements suivant le dépôt d'une demande de brevet par la voie nationale - source INPI (IF)

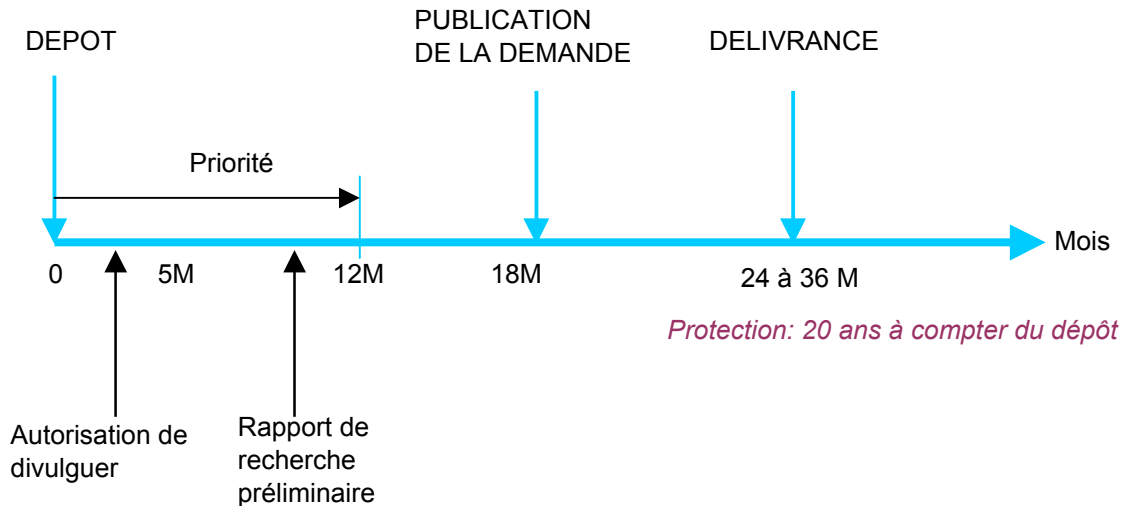


Figure 2 - Evénements suivant le dépôt d'une demande de brevet par la voie européenne source INPI (IF)

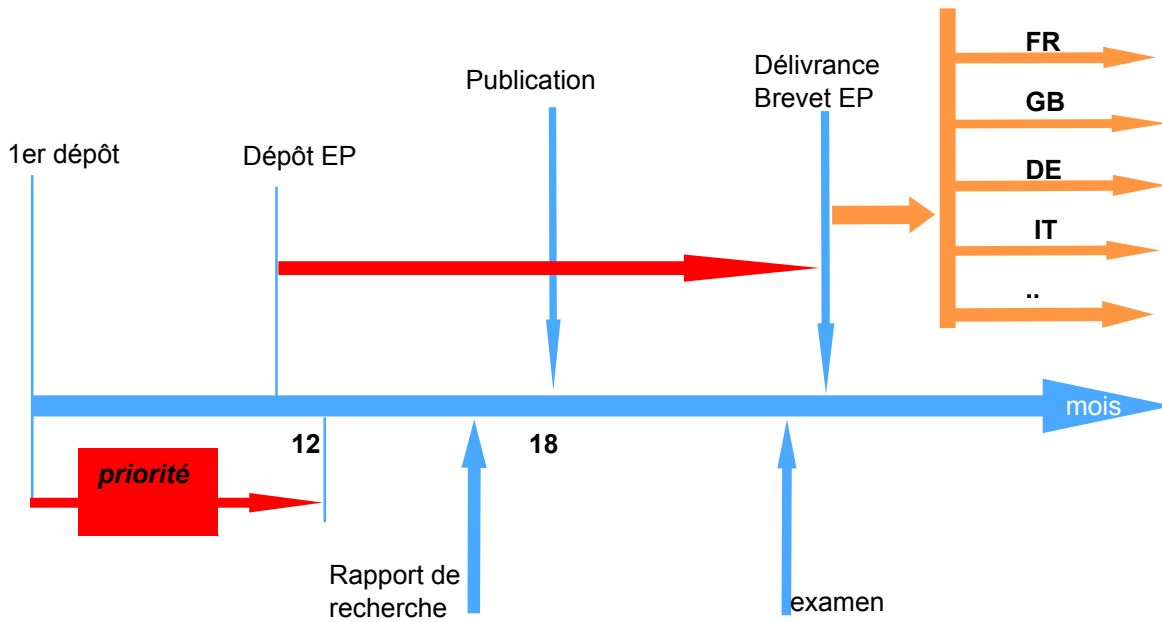
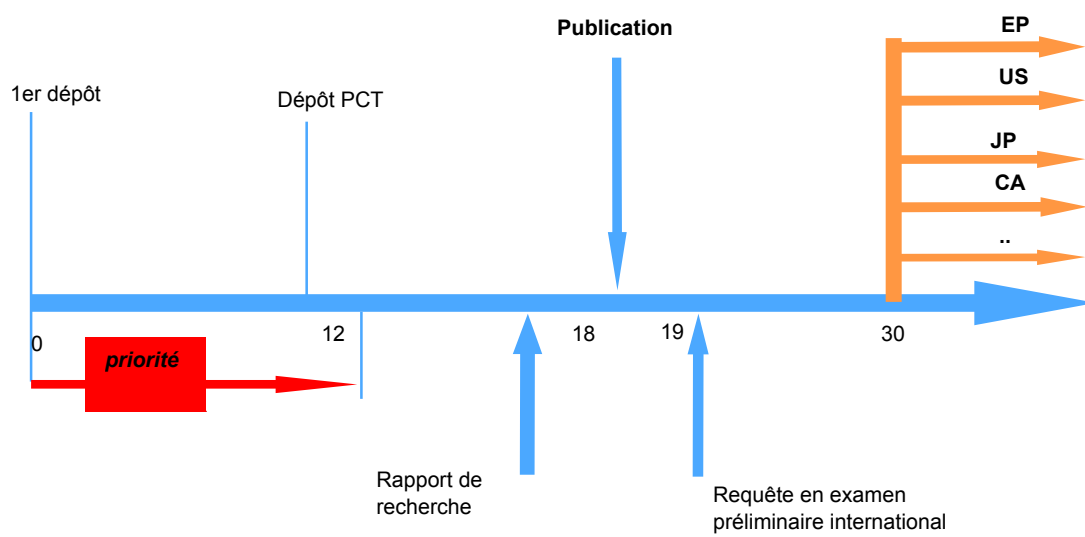


Figure 3 - Evénements suivant le dépôt d'une demande de brevet par la voie internationale - source INPI (IF)



## ANNEXE 2- TABLE DE CORRESPONDANCE ENTRE DOMAINES TECHNOLOGIQUES ET CIB-

### Table révisée en 2002

#### I Electronique-électricité

1. Composants électriques	F21 ; G05F ; H01B,C,F,G,H,J,K,M,R,T ; H02 ; H05B,C,F,K
2. Audiovisuel	G09F,G ; G11B ; H03F,G,J ; H04N,R,S
3. Télécommunications	G08C ; H01P,Q ; H03B,C,D,H,K,L,M ; 4B,H,J,K,L,M,Q
4. Informatique	G06 ; G11C ; G10L
5. Semi-conducteurs	H01L ; B81

#### II Instrumentation

6. Optique	G02 ; G03B,C,D,F,G,H ; H01S
7. Analyse, mesure et contrôle	G01B,C,D,F,G,H,J,K,L,M,N,P,R,S,V,W ; G04 ; G05B,D ; G07 ; G08B,G ; G09B,C,D ; G12
8. Ingénierie médicale	A61B,C,D,F,G,H,J,L,M,N
9. Techniques nucléaires	G01T ; G21 ; H05G,H

#### III Chimie - matériaux

10. Chimie organique	C07C,D,F,H,J,K
11. Chimie macromoléculaire	C08B,F,G,H,,K,L ; C09D,J
12. Chimie de base	A01N ; C05 ; C07B ; C08C ; C09B,C,F,G,H,K ; C10B,C,F,G,H,J, K,L,M ; C11B,C,D
13. Traitements surface	B05C,D ; B32 ; C23 ; C25 ; C30
14. Matériaux - métallurgie	C01 ; C03C ; C04 ; C21 ; C22 ; B22 ; B82

#### IV Pharmacie – biotechnologies

15. Biotechnologies	C07G ; C12M,N,P,Q,S
16. Pharmacie – cosmétiques	A61K,P
17. Produits agricoles et alimentaire	A01H ; A21D ; A23B,C,D,F,G,J,K,L C12C,F,G,H,J ; C13D,F,J,K

#### V Procédés industriels

18. Procédés techniques	B01 ; B02C ; B03 ; B04 ; B05B ; B06 ; B07 ; B08 ; F25J ; F26
19. Manutention - imprimerie	B25J ; B41 ; B65B,C,D,F,G,H ; B66, B67
20. Appareils agricoles et alimentation	A01B,C,D,F,G,J,K,L,M ; A21B,C ; A22 ; A23N,P ; B02B ; C12L ; C13C,G,H
21. Travail matériaux	A41H ; A43D ; A46D ; B28, B29 ; B31 ; C03B ; C08J ; C14 ; D01 ; D02 ; D03 D04B,C,G,H ; D06B,C,G,H,J,L,M,P,Q ; D21
22. Environnement - pollution	A62D ; B09 ; C02 ; F01N ; F23G,J

#### VI. Machines - mécanique – transports

23. Machines-outils	B21 ; B23 ; B24 ; B26D,F ; B27 ; B30
24. Moteurs - pompes - turbines	F01 (sauf F01N) ; F02 ; F03 ; F04 ; F23R
25. Procédés thermiques	F22 ; F23B,C,D,H,K,L,M,N,Q ; F24 ; F25B,C ; F27 ; F28
26. Composants mécaniques	F15 ; F16 ; F17 ; G05G
27. Transports	B60 ; B61 ; B62 ; B63B,C,H,J ; B64B,C,D,F
28. Spatial - armement	B63G ; B64G ; C06 ; F41 ; F42

#### VII Consommation des ménages - BTP

29. Consommation des ménages	A24 ; A41B,C,D,F,G ; A42 ; A43B,C ; A44 ; A45 ; A46B ; A47 ; A62B,C ; A63 ; B25B,C,D,F,G,H ; B26B ; B42 ; B43 ; B44 ; B68 ; D04D ; D06F,N ; D07 ; F25D ; G10B,C,D,F,G,H,K
30. BTP	E01 ; E02 ; E03 ; E04 ; E05 ; E06 ; E21